



Déclaration liminaire

CHSCT 30 novembre et 1er décembre

TOULOUSE

Toute la CGT tient à témoigner son soutien et sa solidarité à l'ensemble des familles touchées par la tragédie du vendredi 13 novembre. Nous saluons à nouveau la mobilisation extraordinaire de l'ensemble des agents des services et entreprises publiques.

Ces attentats, perpétrés sur des lieux de culture et de vie, frappent et concernent chacune et chacun d'entre nous, toutes les populations de toutes religions, origines ou nationalités et particulièrement la jeunesse. Des salariés, des agents de notre ministère, des adhérents d'organisations syndicales, sont au nombre des victimes, dont plusieurs de la CGT.

Paris, Tunis, Bruxelles, Beyrouth, Bamako:

les attentats frappent les populations partout dans le monde.

Notre solidarité s'adresse à toutes les victimes de ces assassinats. Derrière ces atrocités, des discours trop souvent entendus reviennent à grands pas. La guerre ne règle rien, au contraire. Les lieux de tensions et conflits se multiplient avec leurs cortèges de morts, de destruction, de désolation et de haine. Les multiples interventions militaires (en Irak, en Libye, en Syrie, etc.), loin d'instaurer la démocratie ont généré un appauvrissement des populations avec des centaines de milliers de victimes et une impasse économique et sociale. C'est le terreau sur lequel le terrorisme se développe, poussant des populations entières sur le chemin de l'exil.

Avant la fin de la 2ème guerre mondiale, lors de la déclaration de l'Organisation Internationale du Travail en 1944, l'ensemble des pays de la planète avait affirmé que seule la justice sociale serait facteur de paix.

Bon nombre de gouvernements l'ont oublié et font le contraire.

La CGT réaffirme ses valeurs de paix et de fraternité dans son combat pour le progrès social, la démocratie, la liberté, la laïcité, nécessaires au bien vivre ensemble. Elle s'insurge contre l'invitation du front national à l'Élysée. Elle refuse toute stigmatisation des étrangers et amalgame entre immigration et terrorisme.

Dans son discours au Congrès, la Président a annoncé que le pacte de sécurité était prioritaire sur le pacte de stabilité: il faut renforcer l'administration des douanes de 1000 postes pour assurer le contrôle aux frontières.

Ainsi, le projet stratégique douanier est donc totalement et définitivement caduc.

Le président a même affirmé le lendemain à la tribune de l'UNESCO que l'un des moyens de lutter contre Daesh était de combattre les trafics qui l'alimentent : les missions des administrations de Bercy sont au cœur de cette lutte contre toutes les formes de criminalité économique, financière et fiscale et nous attendons en conséquence des traductions budgétaires à la hauteur dans le projet de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale 2016. Les réponses militaires là-bas et sécuritaires ici ne sauraient apporter à elles seules une réponse.

Sans perspectives politiques, sociales, démocratiques et économiques, sans espérance et un avenir pour la jeunesse, le défi que nous pose le terrorisme fondamentaliste ne pourra être relevé, car chacun sait que les mesures sécuritaires n'y suffiront pas.

Pour combattre Daesh, l'Etat français devrait aussi se rappeler qu'il est le 2ème pays vendeur d'armes au monde, devant la Russie et la Chine. L'arrêt de tout commerce d'armes avec les États qui entretiennent des liens avec les terroristes constituerait une mesure efficace de premier plan.

Nous refusons que les salariés et la population française, à travers des modifications de la constitution, soient placés de fait dans un état d'urgence permanent. Face à une tentation et un risque de dérive sécuritaire et haineuse-ce qui est précisément un des buts de Daesh- il est plus que jamais indispensable de réaffirmer l'exigence de démocratie.

Elle refuse que l'expression revendicative et le mouvement social soient muselés.

L'assignation à résidence de plusieurs dizaines de militants écologistes ce week-end à la veille de la conférence sur le climat provoque notre désapprobation et ne manque pas de nous interroger.

Cette situation douloureuse touche la conscience de chacun des citoyens, mais c'est bien le combat pour la justice sociale qui fera reculer les guerres, le terrorisme, le fondamentalisme, la xénophobie, le racisme, l'obscurantisme et la régression.

Plus que jamais, la CGT appelle les salariés à refuser les reculs sociaux et se mobiliser pour les salaires, l'emploi, la réduction du temps de travail et l'amélioration des conditions de travail, la protection sociale, les libertés syndicales.

Pas plus qu'il n'y a de trêve dans les attaques contre le monde du travail, il n'y aura de trêve dans l'action syndicale pour le progrès social.

Notamment, ce 2 décembre plusieurs rassemblement sont prévus dans le pays sur le thème

«NON à la violence sociale,

OUI à l'efficacité économique, sociale et environnemental».